



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

50 ANS APRÈS LA GRÈVE GÉNÉRALE DE MAI-JUIN 68

QUE 2018 SOIT L'ANNÉE DE LA RIPOSTE DE LA JEUNESSE ET DU MONDE DUTRAVAIL

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

15 JANVIER 2018

Pour ses vœux de fin d'année, Macron a confirmé ce que tout le monde savait déjà : « *Je me suis attaché à faire ce à quoi je m'étais engagé durant la campagne présidentielle* » !

Il voulait "réformer" au pas de charge, au moyen des ordonnances. C'est clair, il a tenu sa promesse. Au point que Gattaz, président des patrons, a cru bon de déclarer : « *Macron a fait les quelques réformes que nous attendions depuis des années* ». Et pour qu'on soit prévenus, il a réaffirmé sa volonté de poursuivre « *avec la même force, le même rythme et la même volonté* » en 2018.

Faciliter les licenciements

Les ordonnances à peine ratifiées et les décrets parus, les employeurs s'en emparent déjà contre les salariés, avec la mise en œuvre des "ruptures conventionnelles collectives". Sous couvert de "volontariat", cette nouvelle arme des patrons va leur permettre de supprimer des milliers d'emplois sans avoir à justifier d'un "motif économique", à élaborer un "plan social", ni à proposer des reclassements.

Ce dispositif nous avait été vendu par le gouvernement comme devant "faciliter" la vie des patrons des très petites entreprises, pour leur permettre soi-disant d'embaucher, de créer des emplois.

En fait, ce sont d'abord les grandes entreprises du CAC 40 qui vont en faire leurs choux gras, comme Pimkie – partie du groupe Mulliez, une des plus grosse fortune de France, ou PSA, qui dépassera 2 milliards de bénéficiaires en 2017 et qui depuis des années, au travers des plans de départs « volontaires », a déjà liquidé près de 3 000 emplois par an.

S'en prendre aux chômeurs

Dans le même temps, le gouvernement prépare une réforme de l'assurance chômage pour soumettre les demandeurs d'emplois à plus de contrôles et les contraindre à accepter n'importe quel emploi. Une façon d'exercer une pression supplémentaire à la baisse sur tous les salaires, y compris pour ceux et celles qui ont encore un emploi.

Haro sur les plus pauvres !

Les plus vulnérables ne sont pas épargnés, non plus, par le gouvernement. Plus personne à la rue avant la fin 2017, avait promis Macron, en juillet. Une promesse sans lendemain, comme l'ont rappelé les associations à la fin de l'année.

Pourtant, le ministre Castaner n'a pas hésité à rendre les SDF responsables du fait qu'ils restent à la rue, car « *ils refuseraient d'être hébergés* ». « *Ça suffit, maintenant* », lui a répondu la fondation Abbé Pierre.

Les migrants sont aussi une cible du gouvernement. Au harcèlement policier permanent et aux procès contre ceux qui leur viennent en aide se rajoute un projet de loi en préparation durcissant encore les conditions d'accès au droit d'asile et multipliant les possibilités d'expulsion.

Préparer la riposte du monde du travail

Malgré l'échec des mobilisations contre la loi travail ou les ordonnances, dans de nombreux secteurs, la combativité des travailleurs a permis de faire reculer les employeurs. C'est le cas dans le nettoyage, où après plusieurs semaines de grève, les travailleurs d'Onet ont gagné sur leurs revendications. C'est aussi le cas dans la restauration, l'hôtellerie, et même dans les activités ubérisées comme Deliveroo. C'est encore le cas dans les hôpitaux comme à Bordeaux, Toulouse ou en région parisienne.

Il y a cinquante ans, en mai-juin 1968, la grève générale qui avait paralysé la France pendant un mois, entraînant 7 à 8 millions de grévistes, fit lâcher à De Gaulle une augmentation du SMIC de 35%. En 1936, c'est la grève générale qui imposa la semaine de cinq jours, les congés payés et les conventions collectives à un patronat tremblant devant les occupations d'usines.

Oui, c'est bien ce chemin qu'il nous faut nous préparer à prendre en 2018.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook



PEUGEOT : LICENCIEMENTS DEGUISES « SAUCE MACRON »

Applicables depuis fin décembre, le système de rupture conventionnelle collective prévu par les ordonnances Macron permet, moyennant accord syndical majoritaire, de supprimer des emplois sans le tracés des licenciements.

PSA pour l'automobile veut étrener cette nouvelle disposition : 2200 emplois supprimés en 2018 dont 1300 grâce à cette rupture conventionnelle. PSA veut notamment s'en prendre aux sites de Saint Ouen et du centre de recherches de La Garenne. Les nouvelles dispositions sont pour lui une véritable aubaine ! Merci Macron !

Ainsi, comme le dit cyniquement la ministre du Travail, « personne n'est licencié contre son gré », cela « permet d'éviter le traumatisme du licenciement ». Les milliers de suppressions d'emplois de ces dernières années et la montée en flèche de l'intérim ne suffisent pas à la rapacité des actionnaires.

Résultat : encore plus de chômeurs d'un côté, des conditions de travail aggravées pour les autres. Aucun syndicat digne de ce nom ne devrait accepter de discussion sur ce type d'accord pourri.

LES VOYAGEURS EXASPERES, LES CHEMINOTS AUSSI

Face à l'exaspération justifiée des usagers, un mauvais théâtre se joue entre les dirigeants de la SnCF et la ministre des transports qui les a convoqués lundi. Comme si la ministre, ex membre du Comité Exécutif de la SNCF, allait remettre en cause les mauvais choix stratégiques opérés par la SNCF depuis des années.

Le tout-TGV au détriment de l'entretien des lignes secondaires pourtant nécessaires quotidiennement à des millions de gens (avec pannes et retards à la clé). Les suppressions massives d'emplois et le recours à la sous-traitance au détriment de la sécurité des voyageurs et des conditions de travail des cheminots.

La filialisation des activités pour faire baisser les coûts et exclure du statut de plus en plus de salarié.es. La mise en œuvre de l'ouverture à la concurrence au détriment d'un service public bon marché, fiable et sûr. Avec y compris des filiales de transport routier de la SNCF elle-même (Geodis, Ouibus) qui concurrencent un transport par rail pourtant plus sûr et moins polluant.

BONNE ANNEE LES RICHES !

Que les gouvernements gouvernent pour les riches, ce n'est pas nouveau. Mais celui-là ne cherche même pas à s'en cacher.

Au classement du niveau de vie des 1 % les plus riches dans l'Union européenne, la France est deuxième derrière la Norvège. Au classement mondial des milliardaires de Bloomberg, le français Bernard Arnault arrive 6^e, avec une fortune de plus de 60 milliards de dollars (soit 20 milliards de plus que l'année précédente). Les « experts » parlent de 2017 comme d'une « belle année boursière », riche en dividendes et profits.

Et pour assister les riches, il faut bien prendre aux pauvres. La hausse de la CSG, en ce début 2018, va signifier une substantielle perte de revenus pour de nombreux retraités. Les tarifs du gaz grimpent : 7 % de hausse. Même le prix des timbres s'envole (de 4,7 %). Le Smic, pas du tout : sa hausse au 1^{er} janvier est de 18 € brut par mois, c'est-à-dire 1,24 % seulement.

LE CHIFFRE : + 1000 MILLIARDS

C'est la hausse, en 2017, de la fortune des 500 personnes les plus riches du monde. Au total, les plus grandes fortunes mondiales valent 5400 milliards de dollars, soit deux fois le PIB de la France.

Avec entre autres milliardaires Bernard Arnault, Françoise Bettencourt Meyers et François Pinault, les Français sont bien placés parmi les super-riches. Et Vous ?

HARO SUR LES PLUS PAUVRES !

Les plus vulnérables ne sont pas du tout épargnés par le gouvernement. Plus personne à la rue avant la fin 2017, avait promis Macron en juillet. Une promesse restée sans lendemain, comme l'ont rappelé avec force les associations à la fin de l'année écoulée.

Le ministre Christophe Castaner n'a pas hésité à rendre les SDF responsables de rester à la rue, car « ils refuseraient d'être hébergés ». « Ça suffit, maintenant », lui a répondu la Fondation Abbé Pierre.

Les migrants sont aussi une cible du gouvernement. Au harcèlement policier permanent et aux procès contre ceux qui viennent en aide aux migrants, se rajoute un projet de loi en préparation durcissant encore les conditions d'accès au droit d'asile et multipliant les possibilités d'expulsions. Au point que Christian Estrosi, le maire LR de Nice et ancien ministre de Sarkozy, a affirmé que, sur cette question, la droite n'était jamais allée aussi loin que Macron.

LE PEUPLE IRANIEN A BESOIN DE NOTRE SOLIDARITE.

En Iran depuis le 28 décembre 2017 ont eu lieu les plus importantes manifestations depuis 2009. Les manifestantEs protestent contre les difficultés économiques dont le chômage et la vie chère, mais aussi contre la corruption et l'absence de liberté. Une contestation inédite depuis des années, qui remet en cause le pouvoir en place.

La corruption astronomique qui règne en Iran montre le vrai visage du régime capitaliste et théocratique qui règne en Iran. Les groupes automobiles français Renault et PSA savent tirer profit de cette situation en investissant largement dans un pays où les ouvriers sont sous le coup d'une répression violente.

Face aux justes aspirations économiques et démocratiques exprimées, le pouvoir montre les dents. Il menace d'écraser la résistance populaire dans un bain de sang, comme l'ont montré les 23 morts et les centaines d'arrestations. Solidarité avec la révolte populaire en Iran.

NOS VŒUX POUR 2018

Puisque c'est la période des bonnes résolutions, en voici une pour 2018. Celle de préparer la riposte du monde du travail. D'être aussi fermes dans la défense de nos intérêts de travailleurs que Macron et son équipe l'est pour ceux des patrons et des riches.

**Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser
Ou à nous contacter : npa.sarthe@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**